



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-6 DE LA CCD: LUNDI 1^{ER} SEPTEMBRE 2003

Le matin, les délégués près de la Cdp-6 se sont réunis en séance extraordinaire de haut niveau pour entendre les allocutions des chefs d'Etats et de gouvernements. L'après-midi, ils ont tenu une table ronde consacrée à l'échange des points de vue sur le thème de "La CCD, en tant qu'outil au service des Objectifs de Développement du Millénaire, relatifs à l'éradication de la pauvreté et à la sécurité alimentaire." Des consultations officielles autour des questions du programme et budget, des résultats du SMDD et des Unités Régionales de Coordination (URC), ont également été menées dans l'après-midi.

LA REUNION EXTRAORDINAIRE DE HAUT NIVEAU

La Présidente de la Cdp-6, Simeón Nigrín, a ouvert la réunion extraordinaire de haut niveau. Plusieurs orateurs se sont félicités de la désignation du FEM comme mécanisme de financement de la CCD, ont souligné l'impératif de mobiliser des ressources financières et techniques, y compris le transfert des technologies et le renforcement des capacités, et a noté l'importance de la mise en œuvre des PAN. D'autres ont identifié la mondialisation et les politiques néo-libérales, en particulier celles des subventions accordées dans le secteur agricole, l'IMF et l'OMC, comme autant d'obstacles majeurs à l'éradication de la pauvreté et à la concrétisation du développement durable dans les pays en développement. Divers autres points ont été soulevés dans les déclarations, notamment: l'importance des Objectifs de Développement du Millénaire; les résultats du SMDD; la nécessité de traiter les causes de la dégradation des terres et de la désertification en Afrique; et l'implication de la société civile et des communautés locales.

Dans sa déclaration d'ouverture, le Président cubain, Fidel Castro Ruz, a mis en exergue l'importance de l'éducation et de l'amélioration de la prise de conscience des impératifs du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Présentant l'exemple des campagnes d'alphabétisation et d'éducation, il a souligné que la tâche la plus urgente est celle consistant à réaliser une prise conscience universelle chez les adultes et chez les enfants. Le Secrétaire Exécutif de la CCD, Arba Hamma Diallo, a mis en relief la CCD comme étant un processus multilatéral important qui transcende les intérêts de chacun des pays. Il a précisé que la CCD est un véhicule permettant de s'assurer du développement durable des populations vivant dans des environnements fragiles. Ibrahim Gambari, représentant du Secrétaire Général de l'ONU, a souligné l'importance de la CCD, ce traité multilatéral disposant de la plate-forme la plus large dans le domaine du développement durable, pour les efforts fournis en matière de lutte contre la pauvreté rurale et pour la réalisation de la sécurité alimentaire.

Blaise Compaoré, Président de la République du Burkina Faso, a mis en relief le besoin d'utiliser la CCD pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Il a affirmé que nonobstant la "baisse" de l'enthousiasme qui avait "enclenché" les négociations de la CCD, combattre la désertification par des efforts soutenus, reste possible. Il a appelé à l'intégration de la lutte contre la désertification, dans la coopération multilatérale et bilatérale, en vue de soutenir la mobilisation des ressources.

Alhaji Yahya Jemus Junkung Jammeh, Président de la République de Gambie, a noté que l'utilisation non durable des ressources naturelles, mène à davantage de pauvreté. Affirmant que la pauvreté, la dégradation environnementale et les modes non durables de consommation exercent un impact sur tous les pays, il a indiqué que la coopération internationale doit être considérée comme l'élément unificateur permettant de relever ces défis. Percival James Patterson, Premier ministre de la Jamaïque, a mis en exergue la nécessité d'un partenariat mondial permettant de traiter efficacement le problème de la désertification, et a appelé la Cdp-6, à fournir une compréhension claire de la manière dont les personnes peuvent se joindre à l'action, et les promesses de financement seront concrétisées. Pakalitha Bethuel Mosisili, Premier ministre du Royaume du Lesotho, a déclaré que la Cdp-6 marque un tournant décisif pour la CCD. Il a noté que le traitement du problème de la dégradation des terres requiert des pays, la mise à disposition de ressources financières substantielles tirées de leurs budgets nationaux.

Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, a déclaré que la lutte contre la désertification est de dimension mondiale, mais que les pays du Sahel se trouvent "au cœur de la bataille." Il a attiré l'attention sur le rôle de la CCD dans l'évolution de la perception de la désertification par la communauté internationale, notant qu'il s'agit là d'un problème de développement complexe. Sam Nujoma, Président de la République de Namibie, a appelé à un financement adéquat pour la CCD. Il a souligné le besoin de promouvoir la prise de conscience quant aux liens entre la biodiversité, le changement climatique et la dégradation des terres. Il a fait état des avancées accomplies dans la région sud-africaine dans le domaine de la promotion des idéaux de la CCD, au niveau sous-régional, à travers une focalisation sur la gestion des écosystèmes et sur l'éradication de la pauvreté. Keith C. Mitchell, Premier ministre de la Grenade, a parlé de la vulnérabilité des petits Etats insulaires en développement (PEID) à la désertification et à la dégradation des terres, et a appelé les Parties à apporter leur soutien à la mise en œuvre de la CCD dans ces pays.

Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint Vincent et Grenadines, a souligné la nécessité d'une gestion efficace des terres, évitant la déforestation, le surpâturage et les effets négatifs de l'industrie du tourisme. Hugo Chávez Frías, Président de la République du Venezuela, a passé en revue l'histoire de la CCD et a noté que nombre de décisions prises par la Cdp, sont en cours d'application dans son pays. Il a souligné l'importance de la volonté politique pour le traitement efficace des causes de la pauvreté et de la désertification. Il a enfin donné un aperçu sur le programme d'éradication de l'analphabétisme au Venezuela.

Robert Gabriel Mugabe, Président de la République du Zimbabwe, a fait part de ses préoccupations concernant la "concrétisation" des promesses faites par les pays industrialisés d'engager des fonds pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Il a mis en exergue le programme zimbabwéen de réforme agraire. Jacob Zuma, Vice-président de la République d'Afrique du Sud, a appelé les prochaines négociations de l'OMC, prévues à Cancún, au Mexique, de se pencher sur la question de la mise en œuvre de la CCD. Il a suggéré l'établissement de liens plus forts entre l'Initia-

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Karen Alvarenga; Dagmar Lohan, Ph.D.; Lisa Schipper; Richard Sherman; et Andrey Vavilov, Ph.D.. Edition numérique: Leslie Paas. Chef d'équipe: Richard Sherman <rsherman@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoum <mongi@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des Océans et des Affaires Environnementales et Scientifiques Internationales du Département d'Etat Américain), le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, DFAIT et Environnement Canada), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères, et le Gouvernement Allemand (à travers le Ministère de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin* au titre de l'exercice 2003, par: le PNUÉ, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Néo-Zélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, Swan International, le Ministère Nippon de l'Environnement (à travers l'IGES), le Ministère Nippon de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (à travers GISPRI) et le Ministère Islandais de l'Environnement. La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères et l'OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



tive Environnementale du NEPAD et la CCD, et entre les pays africains, le FEM et le PNUE. Amara Essy, Président par intérim de l'Union Africaine (UA), a mis l'accent sur les initiatives du Sommet de l'UA à Maputo, au Mozambique, et a souligné le rôle de l'UA dans l'assistance devant être apportée au Secrétariat de la CCD, dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre la désertification. Le MAROC, au nom du G-77/Chine, a fait part de ses réserves concernant l'absence de stratégie à long terme et de moyens crédibles pour la mise en œuvre de la CCD, en particulier, dans les domaines des ressources financières, du transfert des technologies et du renforcement des capacités. Le délégué a souligné en outre l'importance de la coopération sud-sud, régionale et sous-régionale, comme étant l'un des éléments clés d'une mise en œuvre efficace de la CCD.

L'ITALIE, au nom de l'UE, a souligné le besoin de renforcer le rôle de la science, de la recherche et de la technologie, et a encouragé un accroissement de la participation de tous les acteurs de la société civile dans la lutte contre la désertification. Le délégué a annoncé que l'UE a lancé une initiative visant à accroître les capacités d'assimilation de l'investissement dans l'utilisation durable des terres, et à rattacher les potentialités stratégiques de la CCD à l'amélioration de moyens de subsistance des populations des zones arides. Le BIELORUSSIE, au nom des pays de l'Annexe de Mise en Œuvre Régionale de la CCD pour l'Europe Centrale et de l'Est, a mis en exergue les mesures mises en place dans la région depuis l'entrée en vigueur de l'Annexe, notamment: l'identification des zones prioritaires; l'établissement d'accords de partenariat; le renforcement des capacités scientifiques, institutionnelles et législatives; et l'élaboration de mécanismes pour la mise en œuvre de la CCD. La représentante de la communauté des ONG a souligné l'importance du programme des petits crédits du FEM, pour le soutien de la mise en œuvre de la CCD à l'échelon local. Elle s'est félicitée de la participation des ONG dans les délibérations de la CCD et a exhorté les Parties à s'assurer de la participation des ONG dans le Comité de Facilitation.

LA TABLE RONDE

Le Président de la table ronde, Fidel Castro Ruz, a déclaré que le débat permettra un échange de vue ouvert sur le thème de "La CCD en tant qu'outil au service de la concrétisation des Objectifs de Développement du Millénaire, relatifs à l'éradication de la pauvreté et à la sécurité alimentaire." La NAMIBIE a souligné l'importance de l'éducation pour une lutte efficace contre la pauvreté. L'orateur a mis en exergue la coopération sud-sud, en particulier dans le domaine économique. Le représentant de SAINT VINCENT ET GRENADINES a déclaré que la coopération sud-sud est toujours bienvenue, mais que ce sont surtout des partenariats entre les pauvres et les riches qui sont nécessaires pour une mise en œuvre prompte et efficace de la CCD. Il a tiré deux parallèles entre accords commerciaux et dégradation des terres, dans le contexte des plantations et de l'export de bananes. Le BURKINA FASO a déclaré que les pauvres ne peuvent pas participer à la protection de l'environnement en raison du caractère précaire de leurs moyens de subsistance. Comme mesures de lutte contre la pauvreté, l'orateur a mentionné, la sécurité alimentaire et l'éducation visant à promouvoir le respect de l'environnement.

Le MALI a qualifié la déforestation comme étant la conséquence de la collecte du bois de chauffe. Le représentant a évoqué la "féminisation" de la pauvreté au Mali comme étant due au fait que les femmes y constituent plus que la moitié de la population rurale. S'agissant de la pauvreté rurale, il a fait part de son regret quant à la dévaluation des récoltes du coton dans le Sahel, et a exprimé l'espoir de voir "la conscience prendre le dessus" à la prochaine réunion de l'OMC, à Cancún. Le LESOTHO a parlé de la dégradation des terres dans les zones montagneuses, qui ont été fragilisées et qui se remettent difficilement des effets négatifs de la pression humaine. L'orateur a rappelé que les problèmes environnementaux ne respectent pas les frontières politiques, et a encouragé toutes les Parties à mettre en œuvre la CCD.

La JAMAÏQUE a noté l'importance de la CCD pour le traitement du problème de la dégradation des terres et celui de la situation particulière des PEID. Le représentant a affirmé que les PEID ne cherchent pas, dans le cadre de la CCD, à obtenir une place prioritaire, au détriment de l'Afrique, qui constitue clairement "un cas de force majeure". Le représentant du Secrétaire Général de l'ONU a souligné la priorité accordée par la CCD à la promotion du

développement durable et à la sécurité alimentaire, à l'éradication de la pauvreté et à la concrétisation des Objectifs de Développement du Millénaire. Notant l'importance du NEPAD, il a encouragé davantage d'investissements en Afrique. Le représentant du Parlement andin, a appelé les Parties à élaborer une déclaration appelant au renforcement de la coopération sud-sud, et à examiner l'opportunité d'établir un tribunal environnemental international.

La couverture de la table ronde par le Bulletin des Négociations de la Terre, s'est arrêtée à 20h45.

LES CONSULTATIONS OFFICIEUSES

UNITES REGIONALES DE COORDINATION: Les délégués se sont réunis l'après-midi pour examiner le projet de décision soumis par le modérateur des consultations. Le Secrétariat a également fait circuler un papier contenant des compléments d'information sur les URC. Les délégués ont décidé que de plus amples détails sont nécessaires à l'examen de la faisabilité des URC. Le groupe s'est engagé dans le travail de rédaction, avec une délégation exprimant une préférence pour l'élaboration d'une décision concise appelant à la tenue d'un atelier sur la question du cahier des charges des URC, à la CdP-7.

PROGRAMME ET BUDGET: Les consultations officielles autour de la question du programme et budget se sont poursuivies dans l'après-midi, avec la présentation de quatre scénarios pour le budget du Secrétariat. Après une séance de questions-réponses, la réunion a été ajournée pour permettre aux groupes régionaux de mener leurs concertations.

RESULTATS DU SMDD: Les consultations officielles sur les résultats du SMDD se sont poursuivies dans l'après-midi, avec l'examen du projet de décision proposé par le modérateur des consultations. Les délégués ne sont pas parvenus à s'accorder ni sur la formulation appelant le Secrétaire Exécutif de la CCD à participer "activement" dans les sessions de la CDD, ni sur le point de savoir si cela devait s'appliquer aux sessions "pertinentes" ou à "toutes" les sessions. Il n'y a pas eu d'accord non plus sur la proposition avancée par un groupe régional, encourageant les Parties à s'assurer de l'établissement de liens entre le PMAJ et la CCD, l'un des pays industrialisés ayant suggéré d'assurer plutôt le suivi du SMDD pour les sessions de la CDD où l'eau constitue un thème majeur. Le libellé portant sur la reconnaissance du SMDD que les PEID constituent un cas particulier en matière d'environnement et de développement, est resté entre crochets.

DANS LES COULOIRS

La réunion de haut niveau a été, lundi, au centre de l'attention des 190 Parties de la CCD, ne serait-ce que pour l'échange animé qui a eu lieu entre Fidel Castro et Hugo Chávez, au sujet des grandes questions internationales. Un nombre important de participants a applaudi les idées fortes qui ont été exprimées, notamment concernant la focalisation sur le problème de la pauvreté, la dette du tiers-monde, les campagnes de sensibilisation, et le rôle destructeur de l'économie de marché. Certains délégués se sont demandés, cependant, si les dirigeants qui ont débarqué à La Havane ne sont pas venus se servir de la CdP à des fins politiques qui dépassent de loin le problème de la désertification.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

REUNION DE HAUT NIVEAU: Une réunion de Haut Niveau comportant un panel inter-agence se déroulera en Salle 1, de 9h à 10h30 et de 17h à 20h. La réunion traitera du thème suivant: "La CCD: nouvelle opportunité pour l'amélioration de la coopération dans le cadre de l'APD, pour la promotion du développement durable dans les écosystèmes arides."

TABLE RONDE: La table ronde des Chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu dans la Salle 3, de 11h à 13h. Les délégués y traiteront du thème de "La CCD en tant qu'outil au service de la concrétisation des Objectifs de Développement du Millénaire, relatifs à l'éradication de la pauvreté et à la sécurité alimentaire."

CONSULTATIONS OFFICIEUSES: Des consultations officielles seront menées sur les questions des URC, des résultats du SMDD, de l'Article 47 du Règlement intérieur, et du programme et budget.

Pour de plus amples renseignements, prière consulter le Journal et les écrans d'affichage.